

20.01.2021

La couverture des coûts est la clé de voûte d'une agriculture durable



© EMB

(Berlin, le 20/01/2021) À quoi devront ressembler à l'avenir les paysages dans lesquels nous vivons, produisons et nous reposons ? Comment souhaitons-nous, en tant que société, préserver notre environnement ?

En tant que citoyens européens, nous voulons des espaces naturels sains, peuplés par une multitude d'espèces végétales et animales. Les haies, les lisières des champs et les arbres solitaires près des champs et des prairies fournissent refuge et nourriture au bétail et aux animaux sauvages. Ils améliorent le (micro-)climat et invitent au repos. Grâce à une fertilisation adéquate et à la formation d'humus, nous entretenons des sols sains, qui sont à la fois fertiles et résistants aux extrêmes météorologiques. Nous y produisons des aliments de qualité, au moyen d'une utilisation raisonnée des ressources disponibles localement, dans le cadre d'une agriculture circulaire viable. Les produits sont ensuite commercialisés dans un cadre équitable et régional.

Nous savons que cette vision d'une agriculture durable ne correspond pas vraiment à la situation actuelle en de nombreux endroits. Des efforts et des investissements dans tous les secteurs économiques sont nécessaires pour atteindre une durabilité réalisable. Dans le domaine agricole aussi, ces objectifs ambitieux ont un coût. Un coût que nous, en tant que société, devrions prendre en charge afin de parvenir véritablement à plus de durabilité. Sommes-nous prêts, en tant que société, à chiffrer honnêtement ces coûts et à nous en acquitter ?

À l'heure actuelle, les coûts de production des aliments restent à la charge des agriculteurs. Les exploitations sont dans une situation très tendue. « Les études actuelles montrent que plus d'un quart des coûts de production ne sont pas couverts, pour le lait conventionnel comme pour le bio », indique Sieta van Keimpema, la présidente néerlandaise de l'association européenne des producteurs de lait European Milk Board (EMB), décrivant ainsi le cœur du problème. Exprimé clairement en chiffres, pour la production laitière conventionnelle en 2018, cela signifie un salaire horaire moyen de 4,02 euros pour le chef d'exploitation et la main d'œuvre familiale. En 2019, les prix étaient si bas que les agriculteurs ne pouvaient tirer aucun revenu de la production laitière. Elmar Hannen, membre du comité directeur de l'EMB et producteur de lait en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ajoute : « Nos revenus ne sont pas seulement réduits par un prix très bas, mais aussi par la hausse galopante des coûts entraînée par les normes plus strictes et le changement climatique lui-même. » Mme van Keimpema en déduit la condition préalable suivante : « Le premier pas vers plus de durabilité est que les coûts de production des producteurs soient intégralement couverts. »

Comment pouvons-nous assurer que les coûts soient couverts pour réaliser des objectifs ambitieux ?

Pour obtenir des prix au producteur rémunérateurs, il est possible de délimiter un cadre plus équitable dans le contexte la réforme actuelle de la Politique agricole commune (PAC). Le Parlement européen a déjà fait une bonne proposition en ce sens. Concernant les négociations en trilogie en cours entre le Conseil de l'UE, la Commission et le Parlement européens, M. Hannen réclame ainsi en premier lieu, surtout des États membres : « Rejoignez la position porteuse d'avenir du Parlement européen sur l'Organisation commune des marchés. Permettez l'adoption d'instruments efficaces de gestion de crise, comme la réduction volontaire de la production ». Cette réduction temporaire des volumes de lait en période de crise aide à éviter les crises profondes et une surproduction nocive. Récemment, des défenseurs des animaux ont eux aussi souligné qu'il faut s'attaquer d'abord aux carences fondamentales existantes comme un prix trop bas avant que les producteurs ne soient en mesure de prendre des mesures supplémentaires en faveur de la durabilité. À l'heure actuelle, en effet, ni le travail des producteurs, ni les contributions qu'ils apportent déjà à l'environnement, au bien-être animal et au climat ne sont suffisamment compensés financièrement.

Comment la durabilité du Pacte vert peut-elle réussir ?

Pour que nous puissions nous approcher de cette vision de durabilité, tous les secteurs devront prendre des mesures bien plus ambitieuses que jusqu'ici. Des directives en ce sens, qui visent à accroître les ambitions, existent déjà dans des concepts politiques comme le Pacte vert européen et sa stratégie « De la ferme à la table ». Ces concepts doivent toutefois expliciter comment les investissements nécessaires seront financés. De plus, une analyse préalable de leurs impacts dans l'UE et à l'international s'avère incontournable. Aussi, ces stratégies de durabilité doivent être élaborées en impliquant ceux qui, en fin de compte, feront le travail. « Si les coûts des exigences supplémentaires sont couverts, nous sommes évidemment disposés à faire encore plus en termes de durabilité. Il s'agit là d'une des préoccupations intrinsèques de notre métier », ajoute Kjartan Poulsen, le vice-président danois de l'EMB. Il recommande de miser sur des incitations financières positives pour faire progresser la cause de la durabilité. Il poursuit : « nous, les producteurs, qui sommes au cœur des événements, constatons quotidiennement que pour obtenir un prix équitable, il faut renforcer la position des agriculteurs sur le marché. » Au niveau géostratégique, il recommande aussi de miser sur une production régionale et de haute qualité, sans portes d'entrée par le biais d'accords de libre-échange. Pour cela, il faut des instruments comme le [Programme de responsabilisation face au marché \(PRM\)](#), capable de réagir efficacement à des événements géostratégiques imprévisibles et donc d'éviter des dégâts durables.

Le respect de ces conditions permettra aux agriculteurs de contribuer à la réalisation de cette vision d'une durabilité viable et souhaitable. Cela permettra aussi d'assurer la reprise des exploitations par les générations futures ; une condition essentielle pour que cette durabilité environnementale et climatique puisse perdurer dans le long terme.

Des agriculteurs et des consommateurs militants s'engagent déjà, ensemble et par eux-mêmes, en faveur d'une production laitière plus durable, comme le montre le projet [Le lait équitable](#). Ce lait est commercialisé dans plusieurs pays européens par les producteurs de lait eux-mêmes et démontre que les prix rémunérateurs ne sont pas une chimère, même avec des normes strictes. Toutefois, pour qu'ils ne soient pas l'exception mais la règle, une condition doit être remplie : un cadre sociétal et politique adéquat.

[Télécharger le dossier de presse](#)

Contacts :

Sieta van Keimpema, présidente de l'EMB (NL, DE, EN) : +31 (0)612 16 80 00

Kjartan Poulsen, vice-président de l'EMB (DE, DK, EN) : +45 (0)212 888 99

Elmar Hannen, membre du comité directeur de l'EMB (DE) : +49 (0)175 6378484

Silvia Däberitz, directrice de l'EMB (DE, EN, FR) : +32 (0)2 808 1936

Vanessa Langer, contact presse de l'EMB (DE, EN, FR) : +32 (0)484 53 35 12

[<<< back](#)